AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

213C0670
FR0000133308-FS0280

13 juin 2013

Déclaration de franchissements de seuils (article L. 233-7 du code de commerce)

FRANCE TELECOM

(Euronext Paris)

Par courriers reçus le 7 juin 2013 et le 10 juin 2013, la société Barclays Plc (1 Churchill Place, Londres E14 5HP, Royaume-Uni) a déclaré avoir franchi, par l'intermédiaire des sociétés Barclays Bank Plc, Barclays Capital Securities Ltd, Barclays Capital Luxembourg Sarl, Barclays Capital Derivative Funding, Barclays Wealth Trustees (Jersey) Ltd, Barclays Wealth Trustees (Singapore) Ltd, Gerrard Investment Management Ltd et Barclays Capital Inc qu'elle contrôle :

- en hausse, le 3 juin 2013, par suite d'une acquisition d'actions FRANCE TELECOM hors marché, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la société FRANCE TELECOM et détenir, directement et indirectement, à cette date, 134 988 138 actions FRANCE TELECOM[1&2] représentant autant de droits de vote, soit 5,10% du capital et des droits de vote de cette société[3] ;

[1] Dont 6 507 802 actions FRANCE TELECOM assimilées au titre des dispositions de l'article L. 233-9 I, 4° du code de commerce (assimilation des instruments dérivés à dénouement physique). Barclays Plc détenait en effet, au 3 juin 2013, 6 057 802 options d'achat en numéraire exerçables à échéance (dont 450 000 dénouables au 20 septembre 2013, 3 016 311 dénouables au 20 décembre 2013, 1 248 139 dénouables au 19 décembre 2014, 821 370 dénouables au 18 décembre 2015, 149 277 dénouables au 16 décembre 2016, 193 999 dénouables au 15 décembre 2017, 113 522 dénouables au 21 décembre 2018, 47 118 dénouables au 20 décembre 2019 et 18 066 dénouables au 18 décembre 2020).

[2] Dont 23 408 770 actions FRANCE TELECOM assimilées au titre des dispositions de l'article L. 233-9 I, 4° bis du code de commerce (assimilation des instruments dérivés à dénouement monétaire). Barclays Plc détenait en effet, au 3 juin 2013, 448 100 contrats « *equity portfolio swaps* » dénouables en espèce à échéance (dont 199 700 dénouables le 6 mars 2014 et 248 400 dénouables le 4 avril 2014), 16 240 000 contrats « *equity swaps* » dénouables en espèce à échéance (dont 16 000 000 dénouables le 12 juin 2013 et 240 000 dénouables le 11 mars 2014), 61 700 options d'achat en numéraire exerçables le 18 décembre 2015, 514 970 « *contract for difference* » à règlement en espèce portant sur autant d'actions FRANCE TELECOM et 6 144 000 « *single stock future* » dénouables à échéances (dont 4 250 000 dénouables le 21 juin 2013 et 1 894 000 dénouables le 19 décembre 2014).

[3] Sur la base d'un capital composé de 2 648 885 383 actions représentant autant de droits de vote, en application du 2ème alinéa de l'article 223-11 du règlement général.

- en baisse, le 4 juin 2013, par suite d'une cession d'actions FRANCE TELECOM hors marché, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la société FRANCE TELECOM et détenir, directement et indirectement à ce jour, 121 078 597 actions FRANCE TELECOM[4&5] représentant autant de droits de vote, soit 4,56% du capital et des droits de vote de cette société[3].

_____

[4] Dont 6 507 802 actions FRANCE TELECOM assimilées au titre des dispositions de l'article L. 233-9 I, 4° du code de commerce (assimilation des instruments dérivés à dénouement physique). Barclays Plc détenait en effet, au 4 juin 2013, 6 057 802 options d'achat en numéraire exerçables à échéance (dont 450 000 dénouables au 20 septembre 2013, 3 016 311 dénouables au 20 décembre 2013, 1 248 139 dénouables au 19 décembre 2014, 821 370 dénouables au 18 décembre 2015, 149 277 dénouables au 16 décembre 2016, 193 999 dénouables au 15 décembre 2017, 113 522 dénouables au 21 décembre 2018, 47 118 dénouables au 20 décembre 2019 et 18 066 dénouables au 18 décembre 2020).

[5] Dont 23 902 546 actions FRANCE TELECOM assimilées au titre des dispositions de l'article L. 233-9 I, 4° bis du code de commerce (assimilation des instruments dérivés à dénouement monétaire). Barclays Plc détenait en effet, au 4 juin 2013, 420 100 contrats « *equity portfolio swaps* » dénouables en espèce à échéance (dont 231 500 dénouables le 6 mars 2014 et 188 600 dénouables le 4 avril 2014), 16 240 000 contrats « *equity swaps* » dénouables en espèce à échéance (dont 16 000 000 dénouables le 12 juin 2013 et 240 000 dénouables le 11 mars 2014), 63 158 options d'achat en numéraire exerçables le 18 décembre 2015, 1 035 288 « *contract for difference* » à règlement en espèce portant sur autant d'actions FRANCE TELECOM et 6 144 000 « *single stock future* » dénouables à échéances (dont 4 250 000 dénouables le 21 juin 2013 et 1 894 000 dénouables le 19 décembre 2014).